Pierre Astié
Dominique Breillat
Céline Lageot*

Repères étrangers

(1er octobre – 31 décembre 2006)

Arabie Saoudite

20 octobre 2006. **Monarchie**. Les conditions dans lesquelles la succession s'organisait dans le royaume wahhabite pouvaient manquer de clarté même si en fait c'était le plus âgé des frères du souverain décédé qui devait succéder jusqu'à ce que en l'absence de frère survivant la succession revienne dans la lignée de l'aîné. Un décret du roi Abdallah publié le 20 octobre prévoit qu'un comité composé des descendants d'Abdel Aziz, fondateur du royaume, organisera la succession par vote secret et à la majorité des voix. En cas de vacance du pouvoir, le comité confiera à une commission médicale composée de cinq membres dont trois médecins, la tâche de constater l'incapacité du roi ou de son prince héritier. En ce qui concerne la désignation du prince héritier, le roi pourra proposer au comité un, deux ou trois noms qui pourront être rejetés par le comité. Celui-ci proposera alors son propre candidat. Si ce dernier n'est pas agréé par le roi, le comité tranchera entre son propre candidat et un candidat proposé par le roi dans un délai d'un mois.

Autriche

1er octobre 2006. **Élections législatives.** Ces élections sont les deuxièmes depuis que le chancelier conservateur Wolfgang Schüssel, 61 ans, en fonction depuis le 4 février 2000, avait choqué ses partenaires européens – mais d'autres depuis ont suivi cette voie : Italie, Slovaquie, Pologne… – en s'alliant au FPÖ de Jörg Haider. Les élections anticipées de 2002 avaient conduit à un fort recul du FPÖ (Parti libre d'Autriche, extrême droite) et assuré une large victoire aux conservateurs. Depuis lors, l'extrême droite a éclaté et les sociaux-démocrates étaient

* Université de Poitiers – UMR 6224 CECOJI.

empêtrés dans le scandale de la BAWAG. En outre, un populiste de gauche Hans-Peter Martin avait réussi une percée aux élections européennes avec 14 %.

Pourtant, l'opposition social-démocrate l'emporte alors que les sondages donnaient les conservateurs du chancelier Schüssel vainqueurs. Malgré le scandale de la BAWAG, le SPÖ d'Alfred Gusenbauer, 46 ans, fils d'ouvrier, docteur en sciences politiques, obtient 35,3 % des voix et 68 des 183 sièges contre 34,3 % à l'ÖVP qui obtient 66 sièges.

Bien que divisée, l'extrême droite résiste bien. Le FPÖ mené par Heinz-Christian Strache obtient 11 % et 21 sièges et l'ancien leader du parti, Jörg Haider qui a formé l'Alliance pour l'Avenir de l'Autriche (BZÖ) lors de la scission d'avril 2005 sauve de justesse sa représentation avec 4,1 % des voix et 8 élus. C'est cependant un fort recul quand on pense aux 26,9 % de 1999.

Les Verts obtiennent le meilleur résultat de leur histoire avec 11 % des voix et 21 sièges. La participation a été de 78,5 %.

11 octobre 2006. **Gouvernement.** Suite aux élections législatives, le chancelier ÖVP Wolfgang Schüssel démissionne le 3 octobre et le 11 octobre. Le social-démocrate Alfred Gusenbauer est chargé de former un nouveau gouvernement. Les négociations sont suspendues le 30 octobre, l'ÖVP reprochant au SPÖ la création d'une commission parlementaire chargée de réexaminer le contrat portant sur l'achat de 18 avions de combat *Eurofighter.* Les discussions reprennent le 17 novembre, elles devaient aboutir le 11 janvier par la nomination

Inscrits	6 107 892
Votants	4 793 780 (78,49 %)
Nuls	85 499
Suffrages exprimés	4 708 281

Partis	*votants*	*%*	*sièges*
Parti social-démocrate d'Autriche (SPÖ)	1 663 986	35,34 (-1,2)	68 (-1)
Parti populaire autrichien (ÖVP)	1 616 493	34,33 (-8,0)	66 (-13)
Verts	520 130	11,05 (+1,6)	21 (+3)
Parti libre d'Autriche (FPÖ) (extr. droite)	519 598	11,04 (+1,4)	21 (+3)
Alliance pour l'Avenir de l'Autriche (BZÖ) (extr. droite, Jörg Haider)	193 539	4,11 (+4,11)	8 (+8)
Liste Dr Martin (dissident SPÖ)	131 688	2,80	
Parti communiste d'Autriche (KPÖ)	47 578	1,01	
Autriche libre et neutre (NFÖ)	10 594	0,23	
Parti socialiste de gauche (SLP)	2 257	0,05	
Sicher-Absolut-Unabhängig	1 514	0,03	
IVE Intitiative 2000	592	0,01	
Liste Stark	312	0,01	

d'Alfred Gusenbauer à la tête d'une grande coalition SPÖ-ÖVP, l'opinion commençant à se lasser de cette attente.

30 octobre 2006. **Nationalrat.** Pour la première fois, une femme, Barbara Prammer, social-démocrate, 52 ans, ancienne ministre, a été élue présidente du Conseil national de l'Autriche.

BELGIQUE

8 octobre 2006. **Élections municipales et provinciales.** En Flandre, le *Vlaams Belang,* extrême droite, progresse de 4,7 %. Les sociaux-chrétiens du CD&V d'Yves Leterme qui ont eu tendance à copier le discours du VB sont en tête avec 31,5 %, progressant de 3,9 %, tandis que, avec 16,1 % (-2,1), les libéraux du VLD du Premier ministre Guy Verhofstadt, au pouvoir avec les socialistes subissent un recul. À Anvers, le VB est à nouveau devancé par les socialistes du maire Patrick Janssens qui passent de 20 % à 35,7 %. C'est un résultat inattendu car on prédisait une nouvelle avancée de l'extrême droite. Patrick Janssens devance Filip Dewinter, dirigeant du VB pour les voix de préférence.

En Wallonie, la stabilité semble de mise, les socialistes paraissant peu atteints par les scandales survenus depuis un an, même s'ils reculent dans le Hainaut. Ils progressent dans la région bruxelloise.

Autorisés à s'inscrire pour la première fois, les étrangers non européens ont été plus nombreux à le faire – environ 15,7 %. Le nombre d'élus a fortement augmenté. À Bruxelles, près de 150 étrangers, surtout marocains et turcs, ont été élus conseillers municipaux sur un total de 663.

14 décembre 2006. **Télévision.** Orson Welles a des héritiers en Belgique ! Une émission de politique-fiction annonçant l'indépendance de la Flandre et le départ du roi au Congo suscite une vive émotion. Peu après 20 heures la RTBF, chaîne publique, interrompt ses programmes pour diffuser une « émission spéciale ». Certes un bandeau annonce que « ceci n'est peut-être pas une fiction », puis plus tard « ceci est une fiction », mais 89 % des téléspectateurs ont cru à la véracité des faits. L'opération avait été organisée dans le plus grand secret et la participation de personnalités politiques mises dans la confidence ajoutait à la crédibilité. Des reportages montraient des trains arrêtés à la frontière linguistique… L'objectif annoncé de la RTBF était de mettre le débat sur la place publique. Mais cela a porté atteinte aussi à la crédibilité des journalistes. En outre, cette émission a été l'occasion pour le Vlaams Belang, parti indépendantiste flamand d'extrême droite, de franchir le cordon sanitaire qui l'écartait de la télévision. Les dirigeants politiques francophones manifestent leur irritation et les Flamands se sentent agressés. Il n'empêche que le débat est lancé. Le président PS de la région wallonne Elio Di Rupo indique qu'il rencontrera les dirigeants des autres partis démocratiques de Wallonie avant Noël. Il demande l'extension des limites de Bruxelles afin d'établir un lien territorial avec la Wallonie. Cette réunion a lieu le 20 décembre avec les socialistes, les libéraux, les chrétiens-démocrates et les écologistes afin de tenter un « Front du refus » face aux demandes flamandes.

BRÉSIL

1er et 29 octobre 2006. **Élection présidentielle.** Les 126 millions d'électeurs sur 187 millions de Brésiliens élisent le

président et le vice-président de la République, les membres de la Chambre des députés, un tiers du Sénat et les gouverneurs des 27 États.

Alors que le président Lula, 61 ans, ancien ouvrier métallurgiste, fondateur du Parti des travailleurs, élu en octobre 2002 et en fonction depuis le 1er janvier 2003 – qui a le soutien du plus gros syndicat brésilien, la Centrale unique des travailleurs et repart avec le vice-président actuel José Alencar, grand patron du textile –, semblait devoir être réélu au premier tour, sa situation s'effrite en raison de scandales touchant son parti. Celui-ci est accusé d'avoir voulu acheter des documents compromettants pour l'opposition ce qui conduit le conseiller du président, Freud Godoy à démissionner le 18 septembre.

Le président Luiz Inacio Lula da Silva (Lula) ne réussit pas à l'emporter dès le premier tour, mais avec 48,61 % il devance largement le social-démocrate Geraldo Alckmin, représentant de l'aile conservatrice du PSDB, gouverneur de São Paulo qui obtient 41,64 %. Heloisa Helena, candidate radicale du parti

Premier tour

Inscrits	125 913 479
Votants	104 724 120 (83,2 %)
Nuls	8 815 219 (8,4 %)
Suffrages exprimés	95 996 733

Partis	*votants*	*%*
Luiz Inacio Lula Da Silva	46 662 365	48,6
Geraldo José Rodrigues Alckmin Filho (PSDB)	39 968 369	41,6
Heloisa Helena Lima de Moraes Carvalho (PSOL)	6 575 393	6,9
Cristovam Ricardo Calvacanti Buarque (PDT)	2 538 844	2,6
Ana Maria Teixeira Rangel	126 404	0,1
José Maria Eymael	63 294	0,1
Luciano Caldas Bivar	62 064	0,1

Second tour

Inscrits	125 913 479
Votants	101 997 079 (81,0 %)
Nuls	6 159 931 (6,0 %)
Suffrages exprimés	95 837 148

Luiz Inacio Lula Da Silva	58 294 170	60,8
Geraldo Alckmin	37 542 978	39,2

Socialisme et Liberté recueille 6,8 % et l'ancien ministre de l'Éducation du président Lula, Cristovam Buarque 2,6 %. Trois autres candidats ont moins de 0,2 %.

L'échec relatif du président Lula s'explique sans doute par les scandales, mais, d'autre part, il avait refusé de participer au dernier débat télévisé ; une chaise vide avec une plaque portant son nom figurait sur le plateau télévisé ! Il a décidé de participer aux débats du second tour. Cela rappelle un peu l'attitude de De Gaulle en 1965. Le premier débat, très vif, le 8 octobre a porté essentiellement sur les « affaires ».

Même si Heloisa Helena, exclue du PT, reste neutre, ses électeurs semblent rejoindre le président Lula, ceux de Cristovam Buarque paraissant se tourner vers Geraldo Alckmin.

Entre les deux tours, Ricardo Berzoini, qui avait déjà été limogé de son poste de directeur de campagne, démissionne de ses fonctions de président du Parti des travailleurs, étant impliqué dans le scandale de corruption.

Au deuxième tour, Luiz Inacio Lula da Silva l'emporte assez largement avec 60,8 % des voix contre 39,2 % à Geraldo Alckmin. Il a été soutenu par les régions les plus pauvres, notamment le Nord-Est, Geraldo Alckmin l'emportant dans le Sud (Mato Grosso, Mato Grosso do Sul, São Paulo, Parana, Santa Catarina et Rio Grande do Sul), ainsi que dans le Roraima.

La difficulté pour le président Lula sera de gouverner car il ne dispose pas de majorité au Parlement. Son parti n'a remporté que 16 % des sièges tandis que la coalition autour de Geraldo Alckmin en a obtenu 25.

Le Parti du mouvement démocratique brésilien recueille 89 des 513 sièges de la Chambre des députés, le Parti du travail, 83, le Parti social-démocrate brésilien 65, le Parti du Front libéral 65, le Parti progressiste 42, le Parti socialiste brésilien 27, le Parti démocratique du travail 24, le Parti libéral 23, le Parti brésilien du travail 22, le Parti populaire socialiste 21, le Parti vert 13, le Parti communiste du Brésil 13 et le Parti social-chrétien 9.

Au Sénat, le PFL obtient 6 des 27 sièges à renouveler, le PSDB 5, le PMDB 4, le PTB 3 et le PT 2 si bien que la nouvelle composition du Sénat donne 18 des 81 sièges au PFL, 16 au PSDB, 15 au PMDB, 11 au PT.

BULGARIE

22 octobre 2006. **Élection présidentielle.** Georgy Purvanov, 49 ans, président depuis le 22 janvier 2002, indépendant, européen convaincu, l'emporte au second tour facilement avec 77,3 % des voix contre 22,7 % à Volen Siderov (Ataka, extrême droite), ancien journaliste, la participation ayant été de 41 %. Dès le premier tour, il avait obtenu la majorité absolue des suffrages exprimés avec 64 % des voix contre 21,5 % à Volen Siderov et 9,8 % à un indépendant de droite, Nedelcho Beronov, candidat de compromis d'une droite divisée. Mais la participation n'avait été que de 42,5 %, or au premier tour un seuil de participation de 50 % est nécessaire. Et c'est sans doute avant tout dans cette abstention qu'a résidé la protestation d'un pays dirigé par une coalition gauche-droite.

ÉQUATEUR

15 octobre et 26 novembre 2006. **Élections législatives et présidentielle.** 9 mil-

Premier tour

Inscrits	6 450 920
Votants	2 856 734 (44,3 %)
Nuls	77 761 (2,7 %)
Suffrages exprimés	2 779 373

Partis	*votants*	*%*
Georgy Parvanov, Parti socialiste bulgare	1 780 119	64,0
Volen Siderov, Ataka	597 175	21,5
Nedelcho Beronov, Indépendant	271 078	9,8
Georgy Markov, Parti de l'ordre, du droit et de la justice	75 478	2,7
Petar Beron, Indépendant	21 812	0,8
Grigor Velev, Union des nationalistes bulgares	19 857	0,7
Lyuben Petrov, Indépendant	13 854	0,5

Second tour

Inscrits	6 494 634
Votants	2 757 441 (42,5 %)
Nuls	57 566 (2,1 %)
Suffrages exprimés	2 699 875

Georgy Parvanov	2 050 488	75,9
Volen Siderov	649 387	24,1

lions d'électeurs équatoriens étaient appelés à se rendre aux urnes pour désigner un président de la République mais aussi les 100 députés du Congrès, les 5 représentants au Parlement de la Communauté andine des nations, ainsi que les conseillers régionaux et municipaux.

De façon assez surprenante, c'est Alvaro Noboa, 56 ans, plus grosse fortune de l'Équateur, magnat de la banane et considéré comme le « Berlusconi andin », déjà candidat en 1998 et 2002, Parti rénovateur institutionnel d'action nationale, qui arrive en tête avec 26,8 % des suffrages devançant Rafael Correa, 43 ans, économiste, antiparlementaire, ancien ministre de l'Économie, candidat de gauche surnommé le « Hugo Chavez équatorien », lointain descendant de Eloy Alfaro, héros révolutionnaire et président de 1897 à 1901, qui recueille 22,8 % des voix. L'ex-colonel putschiste populiste Gilmar Guttierez, frère de l'ancien président destitué en avril 2005, Lucio Gutierrez, crée la surprise en obtenant 17,4 %. Les résultats des partis traditionnels sont très moyens, avec le socialiste modéré Leon Roldos Aguilera qui a 15,5 % et la sociale-chrétienne Cynthia Viteri qui recueille 9,6 %. Luis Macas, représentant le mouvement indien, n'obtient que 2 % des voix.

Au second tour, Rafael Correa l'emporte malgré la débauche de dépenses de son adversaire (ordinateurs, médicaments, argent…). Il succédera à Alfredo Palacio, 67 ans, à la tête de ce pays depuis le 20 avril 2005 suite à la destitution du président Lucio Gutierrez.

C'est un nouvel échec pour le président Bush. Rafael Correa veut intégrer l'Équateur dans un « axe progressiste » incluant déjà l'Argentine, le Chili, la Bolivie, l'Uruguay et le Venezuela.

L'Équateur qui a vu 8 présidents en dix ans connaîtra-t-il enfin la stabilité ?

Espagne

4 octobre 2006. **Maroc ; Presides.** Afin de renforcer les patrouilles marocaines et de permettre de lutter contre l'immigration clandestine, l'Espagne a offert 72 véhicules tout-terrain. Cependant, ceux-ci se trouvaient dans le port de Ceuta, l'une des cinq places de souveraineté espagnole en Afrique du Nord (Presides).

Les Marocains ont refusé qu'ils soient acheminés directement de Ceuta sur le territoire marocain, car officiellement il n'y a pas de relations commerciales entre le Maroc et l'enclave espagnole et donc pas de poste de douane marocain. Après un mois de négociation, les deux États parviennent à un compromis le 4 octobre. Un navire marocain devait accoster à Ceuta et embarquer les véhicules avant de les décharger à Tanger…

Octobre 2006. **ETA.** Le 7 octobre, le quotidien *ABC* rapporte que des contacts secrets auraient eu lieu à Oslo entre émissaires du gouvernement espagnol et dirigeants de l'ETA, information démentie par le ministre de l'Intérieur. Deux quotidiens basques affirment qu'une première réunion entre les représentants du Premier ministre et de l'ETA aurait eu lieu le 14 décembre dans un pays européen.

L'Audience nationale, principale juridiction pénale espagnole confirme l'inculpation pour appartenance à l'ETA d'Arnaldo Otegi, leader de Batasuna, bras politique d'ETA interdit, et confirme les inculpations de 378 autres membres de la mouvance radicale en rejetant les recours présentés. Arnaldo Otegi, considéré comme un acteur clef du processus de négociations, est cependant visé par de nombreuses poursuites.

Le 25 octobre, le Parlement européen vote sur une résolution visant à appuyer le gouvernement espagnol dans le processus de négociations par 321 voix contre 311 et 24 abstentions. Ce résultat étroit montre que les conservateurs espagnols, opposés à toute négociation, ont su obtenir le soutien du Parti populaire européen.

Dans l'attente de connaître l'issue du processus de paix, la direction militaire effectue un « repli tactique » du Sud de la France vers l'Italie du Nord.

Le 29 novembre, trois membres présumés de l'ETA sont arrêtés en Lozère. Parmi eux figure Zigor Garro Perez, considéré comme le chef de l'appareil logistique de l'ETA.

Une polémique surgit entre le Venezuela et le gouvernement espagnol à propos de la naturalisation de 4 membres de l'ETA pour les prémunir contre une extradition. En 2002, deux Basques arrêtés au Venezuela avaient été extradés, jugés et condamnés. Ils avaient porté l'affaire devant la Cour interaméricaine des droits de l'homme. Afin de contrer la plainte, le gouvernement a passé un accord avec les avocats pour une indemnisation et une reconnaissance du caractère illégal de l'extradition.

Inscrits	5 321 274
Votants	2 982 108 (56,04 %)
Nuls	13 574 (0,46 %)
Blancs	60 244 (2,02 %)
Suffrages exprimés	2 968 534

Partis	*votants*	*%*	*sièges*
Convergence et Union (CiU)	935 756	31,52 (+0,6)	48 (+2)
Parti des socialistes de Catalogne (PSC)	796 173	26,82 (-5,4)	37 (-5)
Gauche républicaine de Catalogne (ERC)	416 355	14,03 (-2,3)	21 (-2)
Parti populaire (PP)	316 222	10,65 (-1,3)	14 (-1)
Initiative pour les verts catalans (EUIA)	282 693	9,52 (+2,3)	12 (+3)
Citoyens-Parti de la citoyenneté	89 840	3,03 (+3,03)	3 (+3)
Autres	72 251	2,39	

Le 30 décembre, un attentat à l'aéroport de Madrid, faisant deux morts, rompt le cessez-le-feu permanent décrété le 22 mars et remet en cause les négociations de paix.

19 octobre 2006. **Roi.** Le quotidien russe *Kommersant* révèle que le roi, lors d'un séjour dans la région de Vologda fin août, a abattu un ours qui avait été auparavant enivré à la vodka mélangée de miel. Déjà, en 2004, Juan Carlos Ier avait fait scandale en Roumanie en abattant à la suite cinq ours et deux sangliers.

1er novembre 2006. **Catalogne.** Sans obtenir la majorité absolue des sièges qui est de 68, les nationalistes catalans de Convergence et Union (centre droit) menés par Artur Mas, 50 ans, ancien élève du lycée français de Barcelone, ancien ministre de l'Économie et des Finances de Catalogne, arrivent en tête avec 31,5 % des voix et 48 sièges (+2) des 135 sièges, soit 11 de plus que les socialistes, qui avec 26,8 % tombent de 42 à 37 sièges. Ils étaient au pouvoir depuis 2003 avec les écolo-communistes d'ICV (Initiative pour la Catalogne-Gauche unie et alternative) (9,6 %) (12 élus, soit +3) et les indépendantistes d'ERC (gauche républicaine de Catalogne) (14,1 %) (21 élus, soit -2). Le Parti populaire avec 10,6 % et 14 élus perd 1 siège. Ciutadans per Catalunya, sociaux-démocrates antinationalistes, dirigé par Albert Rivera, a 3 députés avec 3 % des suffrages.

L'abstention a atteint 43,2 %, la plus forte depuis 1980.

Alors qu'on pensait que les négociations allaient être longues et permettre à l'UiC de revenir au pouvoir, puisque les élections avaient eu lieu suite à l'éclatement de la coalition après l'adoption en juin du nouveau statut de la Catalogne, c'est finalement l'alliance tripartite de gauche (socialistes, indépendantistes d'Esquerra republicana et les écologistes d'Iniciativa per Catalunya) qui est reconduite assez rapidement. C'est l'ancien ministre de l'Industrie, José Montilla Aguilera, 51 ans, qui devient le chef du

gouvernement le 24 novembre, succédant à Pasqual Maragall, 65 ans, qui était président de la Généralité depuis le 20 décembre 2003. Il obtient l'investiture avec 70 voix contre 65.

ÉTATS-UNIS

7 novembre 2006. **Élections législatives.** Les *midterm elections* ont lieu pour élire 33 sénateurs sur 100 et les 435 représentants ainsi que 36 gouverneurs sur 50 et 84 % des sièges dans les « législatures ». Ajoutons les nombreux référendums : 205 propositions locales sont soumises dans 37 États. Le conflit irakien aura fortement pesé sur les résultats et aura conduit à un grave échec des républicains alors qu'ils contrôlaient le Capitole depuis 12 ans – la « révolution républicaine » – et la Maison-Blanche depuis 6 ans. Mais ce sont peut-être les affaires de corruption qui ont pesé le plus dans cette élection-sanction pour l'administration républicaine. Aucun siège démocrate n'a été perdu et pas un des républicains n'a réussi à conquérir les sièges laissés vacants par les démocrates. R. Santorum (Pennsylvanie), M. de Wine (Ohio), Ch. Bass (New Hampshire), J. Hostettler (Indiana), G. Gutknecht (Minnesota), J.D. Hayworth (Arizona) et S. Kelly (New York) qui furent tous élus à la place des démocrates en 1994 ont échoué en 2006. Les démocrates ont aussi regagné le Kansas et l'Ohio, deux États importants perdus par eux en 1994. Les républicains perdent également la majorité des postes de gouverneurs. Sans doute beaucoup d'élections ont été serrées puisque, dans 19 cas, la victoire du candidat démocrate au Congrès s'est jouée à moins de 5 000 voix.

205 scrutins de démocratie semi-directe avaient lieu (3 avaient été écartés par la Cour suprême du Montana) contre 162 en 2004. Cela situe 2006 au troisième rang en ce qui concerne le nombre, depuis 1902 lorsque ces techniques sont apparues. 76 étaient des initiatives, 5 des référendums (propositions pour révoquer des lois existantes), un vote avait lieu suite à une décision d'une commission, le reste portait sur des mesures législatives. Il semble que ce mouvement ait été relancé depuis la Proposition 13 pour réduire les impôts en Californie en 1978.

Les consultations ont porté sur l'*eminent domain*, c'est-à-dire la possibilité d'expropriation dans l'intérêt général (suite à la décision de la Cour suprême en 2005, *Kelo v. New London*, rendue par 5 voix contre 4). 11 États ont décidé de restreindre ou interdire l'usage de l'*eminent domain*.

10 consultations portaient sur des questions relatives à l'usage du tabac et 8 États ont interdit le mariage homosexuel en affirmant constitutionnellement que le mariage est l'union d'un homme et d'une femme (Arizona, Colorado, Idaho, Caroline du Sud, Dakota du Sud, Tennessee, Virginie et Wisconsin).

L'Arizona a été le champion des scrutins avec 19 consultations.

D'autres consultations portaient sur des questions plus marginales ou plus isolées :

Dans l'Arizona, une proposition visant à faire gagner sous forme de loterie 1 million de dollars à un électeur ayant voté afin d'inciter à la participation aux élections était soumise aux électeurs.

Au Colorado, une proposition voulait limiter le mandat des juges de cour d'appel et de la Cour suprême à 10 ans.

Au Dakota du Sud, une loi contre l'avortement était soumise à référen-

Partis	*votants*	*%*	*sièges*
Parti démocrate	39 673 226	52,0 (+5,4)	233 (+31)
Parti républicain	34 748 277	45,6 (-3,6)	202 (-30)
Indépendants	501 632	0,7 (+0,1)	0 (-1)
Autres	1 305 803	1,7 (-1,9)	0 (=)

dum. Cette loi HB 1215 était la plus sévère des États-Unis puisqu'elle interdisait l'avortement même en cas de viol ou d'inceste. Les électeurs l'ont repoussée. De même qu'ils ont rejeté une proposition *Jail for judges* (prison pour les juges) [mais l'initiateur affirme que Jail est l'acronyme de *Judicial Accountability Initiative Law* (Loi sur l'initiative pour la responsabilité judiciaire)], visant à supprimer l'immunité des juges et à pouvoir les mettre en accusation devant un tribunal populaire. Les justiciables pouvaient demander leur condamnation à des dommages et intérêts, voire à une peine de prison si la décision ne leur convenait pas. Sandra Day O'Connor, ancienne juge à la Cour suprême s'est vivement élevée contre cette proposition et contre d'autres dans d'autres États.

Les démocrates remportent de grands succès pour les élections de gouverneurs, disposant de la majorité des postes. Sur les 36 postes de gouverneurs en jeu, 16 sont remportés par un républicain et 20 par un démocrate. Les démocrates en défendaient 14 et les républicains 22. Pour la première fois depuis 1994 les démocrates possèdent la majorité des gouverneurs avec 28 élus contre 22 aux républicains.

En ce qui concerne les législatures, 21 sont contrôlées par les républicains, 19 par les démocrates et 9 par les deux partis majoritaires dans chacune des chambres des États fédérés. Les démocrates ont désormais gagné le contrôle des législatures de l'Oregon, du Minnesota, de l'Iowa et du New Hampshire.

À la Chambre des Représentants, les démocrates obtiennent la majorité passant de 201 à 233 sièges tandis que les républicains chutent de 232 à 202. Un indépendant est également élu. Les démocrates avaient perdu la majorité en 1994.

Pour la première fois dans l'histoire des États-Unis, aucun sortant démocrate n'est battu et les républicains ne conquièrent aucun siège. Il en est de même au Sénat et pour les postes de gouverneur. Beaucoup des sièges conquis par les démocrates avaient été perdus en 1994 lors de la « Révolution républicaine ».

Au Sénat, après des incertitudes dans le Montana et en Virginie, finalement les démocrates obtiennent de justesse la majorité avec 51 sièges (dont les 2 sièges des indépendants). Le sénateur démocrate du Nevada, Harry Reid, mormon, devrait devenir président *pro tempore* en remplacement du sénateur républicain de l'Alaska Ted Stevens, en fonction depuis le 3 janvier 2003.

La majorité est suspendue à la santé du sénateur démocrate du Dakota du Sud Tim Johnson, 59 ans, dans un état critique après une attaque cérébrale le

13 décembre. S'il venait à disparaître, il n'y aurait pas d'élection partielle et ce serait le gouverneur, le républicain Michael Rounds qui désignerait le successeur. S'il nommait un républicain il y aurait égalité et dans ce cas c'est le vice-président Dick Cheney qui voterait pour départager les camps.

Le 16 novembre, les démocrates choisissent leur leader, Nancy Pelosi, 66 ans, représentante de San Francisco, opposante résolue à l'administration Bush pour devenir la première femme speaker de la Chambre des Représentants du 110e Congrès en janvier 2007.

Au Sénat, Mitch McConell est désigné à l'unanimité leader du groupe républicain. D'autre part, le sénateur du Mississippi, Trent Lott, sénateur depuis 1989, ancien leader du groupe républicain au Sénat de 1997 à 2002, parlementaire habile, mais dont la carrière avait connu une éclipse suite à des propos jugés racistes lors du centenaire du sénateur Strom Thurmond, est élu de justesse *Chief whip*, chargé de la discipline de vote, par 25 voix contre 24 au sénateur Lamar Alexander.

Irak

11 octobre 2006. **Fédéralisme.** Le Parlement irakien adopte la loi créant un État fédéral contre la volonté des sunnites qui ont boycotté la séance ainsi que deux partis chiites également opposés. Les sunnites craignent que la restructuration des 18 provinces en régions fédérales n'aboutisse à une partition du pays. Les provinces pourront se regrouper en régions autonomes dotées d'importants pouvoirs, à la suite de référendums. Cette réforme ne s'appliquera pas avant 18 mois.

Par souci d'apaisement, il a également été décidé que la Constitution pourrait être révisée et une commission a été mise en place.

En réaction à cette décision, une alliance sunnite de la guérilla « Hilf Al-Motaÿabin » (Alliance des embaumés) menée par la branche locale d'Al-Qaida, annonce la création d'un « État islamique d'Irak » dont le Guide est Omar Al Baghdadi.

Le président Bush se déclare opposé à une partition de l'Irak en trois régions autonomes.

Israël

30 octobre 2006. **Gouvernement.** Le Premier ministre Ehoud Olmert reçoit le renfort d'un parti d'extrême droite fort de 11 députés, Israël Beïtenou, dirigé par Avigdor Lieberman et formé surtout d'immigrants russes. Avigdor Lieberman, originaire de Moldavie, 48 ans, a immigré en 1978. Il avait été notamment ministre d'Ariel Sharon qui l'avait limogé en 2004 en raison de son opposition au retrait de Gaza. Il devient vice-Premier ministre et ministre des Affaires stratégiques poste créé *intuitu personae*.

Les travaillistes s'accommodent de cette entrée, redoutant de nouvelles élections. Ils ont eu des garanties du Premier ministre sur « la poursuite normale du programme du gouvernement ». Cependant la situation du ministre de la Défense Amir Peretz, travailliste, est très fragile, car il est en désaccord avec le Premier ministre sur de nombreux points et n'est plus appuyé par ses amis du Parti travailliste.

Lettonie

7 octobre 2006. **Élections législatives.** Les conservateurs du Parti du peuple du Premier ministre Aigars Kalvitis remportent les élections législatives en arrivant avec 19,5 % et 23 des 100 sièges devant l'Union des Verts et des paysans qui était son partenaire dans la coalition sortante et recueille 16,7 % et 18 élus. Nouvelle Ère, autre parti de centre droit, arrive en troisième position avec 16,4 % et 18 députés.

Harmonie, parti de centre gauche soutenu par l'importante minorité russophone, obtient 14,4 % et 17 élus, créant la surprise.

Le Premier Parti de Lettonie / Voie de la Lettonie avec 8,6 % et 10 élus, Pour la patrie et la liberté avec 7 % et 8 élus et Pour les droits de l'homme dans une Lettonie unie avec 6 % et 6 élus sont également représentés. La participation a été de 62,2 %

C'est la première fois qu'une coalition est reconduite en Lettonie depuis 1991 et que ce sont les mêmes partis qui étaient en présence.

Le 8 novembre, le Parlement approuve le gouvernement du Premier ministre Aigars Kalvitis, 40 ans, en fonction depuis le 2 décembre 2004, reconduit dans ses fonctions.

Mexique

1er décembre 2006. **Président de la République.** Felipe Calderon, Parti d'action nationale, élu le 2 juillet 2006, prête serment devant le Congrès sous les huées de la gauche qui ne reconnaît pas sa victoire. La cérémonie se déroule très rapidement, le nouveau président ayant dû entrer par une porte secondaire, des parlementaires de gauche ayant bloqué avec des fauteuils l'entrée principale. Des personnalités importantes ont assisté à cette cérémonie : l'ancien président George Bush, le président colombien Uribe, le prince héritier espagnol, le gouverneur Schwarzenegger. Le président proclamé élu n'a pu faire son discours à la Nation. La cérémonie n'a duré que cinq minutes.

Felipe Calderon succède à Vicente Fox Quesada, 64 ans, également PAN, qui était président depuis le 1er décembre 2000.

Nicaragua

7 novembre 2006. **Élections législatives et présidentielle.** Les élections sont marquées par des divisions dans les deux camps.

Le 26 octobre, une polémique est née car le Parlement a adopté une loi interdisant toute forme d'avortement, y compris pour les femmes victimes de viol ou dont l'accouchement est à risque. Or les sandinistes ont joint leurs voix aux conservateurs du parti libéral et ce texte a reçu le soutien de trois des quatre candidats, à l'exception d'Edmundo Jarquin, dissident sandiniste.

La division de la droite aura permis, seize ans après, le retour de Daniel Ortega, président du 10 janvier 1985 au 25 avril 1990, 61 ans, candidat pour la cinquième fois, qui avec 38,07 % est loin cependant de la majorité absolue. Avec 29,52 % pour Eduardo Montealegre, Alliance libérale nicaraguayenne, droite, soutenu par les Etats-Unis, et 24,15 % à José Rizo du Parti libéral constitutionnaliste, conservateur, la droite est majoritaire en voix. Edmundo Jaquin du Mouvement de rénovation sandiniste, ancien fonctionnaire international, dissident sandiniste, ancien ambassadeur

à Washington, Mouvement pour le Nicaragua, et Eden Pastora de l'Alliance pour le changement obtiennent respectivement 7,44 et 0,4 %.

La division de la droite n'a pu imposer un second tour puisque pour être élu au premier tour il faut 40 % des suffrages ou bien 35 % des suffrages et 5 % d'écart avec le second candidat.

Le Nicaragua devient le huitième pays latino-américain à passer à gauche.

Palestine

12 décembre 2006. **Israël.** La Cour suprême d'Israël décide le 12 décembre que les Palestiniens pouvaient poursuivre l'État d'Israël pour les dommages, les blessures ou la mort causés par l'armée dans les territoires palestiniens à condition qu'il s'agisse d'opérations « non combattantes ». La décision prise à l'unanimité invalide une disposition votée en juillet 2005 et garantissant l'impunité totale aux soldats. Les députés avaient en outre donné un caractère rétroactif à cette disposition à septembre 2000, début de l'Intifada. C'est la sixième fois depuis 1992 que la Cour suprême annule une loi de la Knesset. Une autre question à laquelle la Cour n'a pas répondu était posée : les lois fondamentales d'Israël sont-elles applicables dans les territoires palestiniens occupés ?

Panama

22 octobre 2006. **Référendum.** Les Panaméens se prononcent par référendum sur l'élargissement du canal. Le projet soutenu par le président Martin Torrijos doit faire face à la menace de saturation possible en 2012. La troisième voie de navigation parallèle aux deux premières permettra le passage de navires de 366 mètres de long, 49 mètres de large et 15 mètres de tirant d'eau.

Aujourd'hui ces navires doivent contourner le continent américain par le cap Horn. Les travaux devraient se terminer en 2014. On sait que le canal construit entre 1904 et 1914 par les États-Unis après une première tentative française qui avait fait quelque scandale, après avoir été sous l'autorité américaine, a été remis aux Panaméens en 1999 et est géré par l'Autorité du canal de Panama.

Il y a trente ans, le général Omar Torrijos avait arraché aux États-Unis un traité aboutissant au retour de la souveraineté panaméenne sur le canal à compter du 1er janvier 2000.

Ce canal représente 5 % du commerce maritime mondial.

Les détracteurs du projet invoquent le coût sous-estimé, les risques pour l'environnement et le détournement des priorités dans un pays où la pauvreté touche 40 % de la population. En outre, il ne sera toujours pas franchissable par les porte-avions américains et les pétroliers super-tankers.

Le oui l'emporte avec 78 % des voix. Mais la participation a été faible. L'abstention a atteint 57 %.

Votants		924 029
Blancs		9 966
Nuls		7 672
Suffrages exprimés		906 391
OUI	705 144	77,80 %
NON	201 247	22,20 %

Au même moment, le président nicaraguayen Enrique Bolanos a annoncé le projet du Grand Canal interocéanique du Nicaragua, d'un coût de 20 milliards de dollars. Il raccourcirait de 800 km

le trajet de la Californie à New York. Le nouveau président élu quelques jours après, Daniel Ortega, reprendra-t-il le projet ?

PAYS-BAS

22 novembre 2006. **Élections législatives.** Les élections interviennent dans une période de crise de la société néerlandaise marquée par la question de l'immigration et l'émergence de courants populistes. Les Néerlandais doivent trancher entre Jan Peter Balkenende, 50 ans, leader du CDA, ministre-président depuis le 22 juillet 2002, et Wouter Bos, leader du Parti du travail.

Inscrits	12 264 503	
Votants	9 854 998	(80,35 %)
Nuls	16 315	
Suffrages exprimés	9 838 683	

Partis	*votants*	%	*sièges*
Appel chrétien démocrate (CDA)	2 608 573	26,5 (-2,1)	41 (-3)
Parti du travail (PvdA)	2 085 077	21,2 (-6,1)	33 (-9)
Parti socialiste (SP)	1 630 803	16,6 (-10,3)	25 (+16)
Parti populaire pour la liberté et la démocratie (VVD, conservateur-libéral)	1 443 312	14,7 (-3,2)	22 (-6)
Parti pour la liberté (PVV, conservateur)	579 490	8,9 (+5,9)	9 (+9)
Gauche verte (GL)	453 054	4,6 (-0,6)	7 (-1)
Union chrétienne (CU, chrétien social)	390 969	4,0 (+1,9)	6 (+3)
Démocrates 66 (D66)	193 232	2,0 (-2,1)	3 (-3)
Parti des animaux (PvdD)	179 988	1,8 (+1,3)	2 (+2)
Parti politique réformé (chrétien fondamentaliste)	153 266	1,6 (=)	2 (=)
EénNL	62 829	0,6	
Liste Pim Fortuyn (LPF, nationaliste)	20 956	0,2 (-4,9)	0 (-8)
Parti uni des seniors	12 522	0,1	
Collectif Ad Bos	5 149	0	
Parti pour les Pays-Bas (PVN)	5 010	0	
Liste Potmis	4 339	0	
Pays-Bas transparents	2 318	0	
Parti internet Vert libre	2 297	0	
Parti libéral démocrate	2 276	0	
Liste Poortman	2 181	0	
Parti de la Démocratie directe continue (CDDP)	559	0	
LRVP – la petite liste	185	0	
SMP	184	0	
Tamara's Open Partij	114	0	

D'autres personnalités émergent dans la campagne électorale comme Rita Verdonk qui n'a pu se faire nommer tête de liste du VVD et mène une campagne personnelle, même si l'affaire Ayaan Hirsi Ali l'a atteinte; Jan Marijnissen, 51 ans, parti socialiste, ancien ouvrier; Alexander Pechtold, leader de D'66, ancien ministre de la Réforme de l'État, à l'origine de la chute du gouvernement et qui défend les valeurs de l'intégration et de l'abolition des différences; Geert Wilders, dissident du parti libéral, 43 ans, qui a fondé le PVV Groep Wilders en 2004 pour recueillir l'héritage de Pim Fortuyn.

On notera que Ayaan Hirsi Ali, dont le retrait de la nationalité néerlandaise sur une initiative de Rita Verdonk avait entraîné la chute du gouvernement, n'est pas candidate, résidant maintenant aux États-Unis.

Le Parlement est atomisé avec désormais dix partis, conduisant à un émiettement rendant la tâche quasi impossible au ministre-président sortant pour former sa quatrième coalition depuis son arrivée au pouvoir en 2002.

Le CDA du ministre-président Jan Balkenende, qui recueille 26,6 % des voix, remporte les élections avec 41 sièges (-3) face au PvdA de Wouter Bos qui, avec 21,2 %, recule de 10 sièges, tombant à 32 élus, mais on note la percée des partis radicaux et notamment du parti socialiste, antilibéral et hostile au traité européen, dirigé par le charismatique Jan Marijnissen, qui obtient 16,6 % des voix et fait un bond de 9 à 26 sièges, apparaissant comme le grand vainqueur des élections et devient le troisième parti néerlandais reléguant le parti libéral à la quatrième place, avec 14,6 % des voix et 22 députés. Le PVV (Parti pour la liberté) avec 5,9 % des voix fait son entrée avec 9 élus recueillant l'héritage du Parti Pim Fortuyn qui perd ses 8 élus mais obtenant aussi des voix des électeurs libéraux.

5 autres partis sont représentés dont 7 écologistes (4,6 %), 6 Union chrétienne (4 %), parti calviniste marqué par les questions sociales, 3 libéraux réformateurs de D'66 (2 %) qui subit un grave échec, 2 du parti social réformé (protestants fondamentalistes) et 2 du parti des animaux, fondé par un Néerlandais bouddhiste. La participation a été de 80,35 %.

La formation d'un nouveau gouvernement sera longue et difficile.

PHILIPPINES

Décembre 2006. **Révision constitutionnelle.** Des manifestations ont lieu pour empêcher la révision constitutionnelle projetée par la présidente Gloria Arroyo. Il s'agirait de transformer le système actuel de modèle présidentiel américain par un système plus parlementaire avec un Premier ministre mais en supprimant le Sénat pour faire adopter les lois plus rapidement. C'est l'Église qui a lancé le mouvement, estimant que la présidente ne se consacrait pas assez à la lutte contre la pauvreté. Face à cette pression populaire, la présidente a annoncé que la réforme ne serait pas adoptée par le Parlement mais par une assemblée constituante élue dans les mois prochains.

POLOGNE

16 octobre 2006. **Gouvernement.** Le parti conservateur Droit et Justice reconstitue la coalition qui avait éclaté le 21 septembre en s'alliant à nouveau aux populistes de Samoobrona (Auto-

défense) et à l'extrême droite de la Ligue des familles polonaises. En conséquence, Andrzej Lepper, chef des populistes, retrouve son poste de vice-Premier ministre. Cette solution permet d'éviter des élections anticipées.

SUÈDE

5 octobre 2006. **Premier ministre.** À la suite des élections législatives du 17 septembre, Fredrik Reinfeldt, 41 ans, est élu Premier ministre par le Riksdag par 175 voix contre 169, succédant au social-démocrate Göran Persson, 57 ans, en fonction depuis le 21 mars 1996. 5 députés étaient absents. Le gouvernement dirigé par le leader du parti des modérés comprend aussi les autres partis de la coalition Alliance : centristes, libéraux et démocrates-chrétiens.

Carl Bildt, 57 ans, ancien Premier ministre modéré du 3 octobre 1991 au 7 octobre 1994 et pourtant accusé d'autoritarisme par Fredrik Reinfeldt dans le passé, fait un retour en tant que ministre des Affaires étrangères. C'est un Européen convaincu.

Cependant le gouvernement connaît ses premières difficultés avec la démission de la ministre du Commerce, Maria Borelius, accusée par la presse d'avoir payé au noir les nourrices de ses enfants. La presse révèle aussi que sa maison de vacances appartient à une société enregistrée à Jersey, ce qui lui évite de payer des impôts et qu'elle a vendu en septembre 500 actions d'une société dont elle est membre du conseil d'administration en omettant de le révéler à temps à l'inspection des finances. Puis c'est au tour de la ministre de la Culture, Cecilia Stegö Chilo, de démissionner car elle reconnaît avoir embauché des aides à domicile non déclarées et avoir omis de s'acquitter de la redevance audiovisuelle pendant 16 ans. Elle est pourtant en charge de l'audiovisuel. L'opposition réclame aussi la démission du ministre de l'Immigration, Tobias Billström, qui n'a pas payé non plus la redevance audiovisuelle. Le 17 octobre, c'est au tour du ministre des Finances Anders Borg d'admettre avoir fraudé le fisc en ayant employé une femme de ménage payée au noir…

Une Congolaise, née en exil au Burundi, Nyamko Sabuni, devient ministre de l'Intégration. Elle est favorable à l'interdiction du port du voile pour les filles de moins de 15 ans, à l'examen gynécologique obligatoire pour prévenir et détecter les mutilations génitales et à la criminalisation des mariages forcés.

SUISSE

26 novembre 2006. **Votations.** Une votation porte sur l'aide aux nouveaux États membres de l'Union européenne. La Suisse a proposé de verser 100 millions de francs suisses (63 millions €) par an pendant 10 ans aux nouveaux États membres de l'Union européenne.

Depuis le rejet du référendum sur l'adhésion à l'Espace économique européen en 1992, la Suisse a choisi la voie des accords bilatéraux avec l'Union européenne. Déjà en 2005, les Suisses ont approuvé l'association à l'espace Schengen et l'extension de la libre circulation des personnes à ces nouveaux États.

Les Suisses approuvent l'aide qui est en fait une contrepartie exigée par Bruxelles en échange des accords bilatéraux liant l'UE à la Suisse et qui préservent le secret bancaire.

La loi a été approuvée par 15 cantons

ou demi-cantons contre 11 cantons ou demi-cantons essentiellement de Suisse centrale alémanique, comme à l'habitude.

Votants		44,3 %
OUI	1 158 442	(53,4 %)
NON	1 010 255	(46,6 %)

Une autre votation visait à approuver la loi sur les allocations familiales, harmonisant celles-ci à 200 FS mensuels par enfant. Seul le demi-canton d'Appenzell-Rhodes intérieures a voté contre.

Votants		44,5 %
OUI	1 480 350	(68,0 %)
NON	697 736	(32,0 %)

Le même jour les électeurs du canton de Zurich se prononçaient sur un texte proposant d'enseigner une seule langue étrangère dans le primaire, à savoir l'anglais. Actuellement anglais et français sont enseignés. Le projet est rejeté.

TAÏWAN

13 octobre 2006. **Président.** Le Parlement échoue dans une tentative de destitution du président Chen Shui-bian, 56 ans, au pouvoir depuis le 20 mai 2000, impliqué dans une affaire de corruption. La motion ne recueille que 116 voix contre 1, 13 votes nuls et 85 députés étant absents.

La motion aurait exigé 147 voix pour parvenir à la destitution. Une précédente motion avait déjà échoué en juin.

Une nouvelle motion est déposée le 7 novembre. Elle n'a pas plus de succès, ne recueillant que 118 voix alors qu'il en faut 146.

Le 15 décembre, s'ouvre à Taïpeh le procès de Mme Wu Shu-chen, 54 ans, épouse du président Chen Shui-bian, inculpée quelques semaines plus tôt pour détournement de fonds.

Le 27 décembre c'est au tour du gendre du président d'être condamné à 6 ans de prison pour délit d'initié.

TCHÈQUE (RÉPUBLIQUE)

Octobre 2006. **Gouvernement.** Le 3 octobre, le gouvernement du Premier ministre libéral Mirek Topolanek, 50 ans, ODS, ne réussit pas à obtenir la confiance des députés. Le vote ne recueille que 96 voix favorables contre 99. En conséquence, le Premier ministre remet la démission de son gouvernement le 11 octobre. Le mandat du gouvernement aura duré 38 jours, le plus court de l'histoire de la République tchèque post-communiste.

Pourtant, Mirek Topolanek est renommé Premier ministre par le Président Klaus le 8 novembre et il ne souhaite pas organiser d'élections anticipées. Le 15 décembre, il renonce à présenter un nouveau gouvernement, les négociations avec les sociaux-démocrates ayant été suspendues le 13 décembre.

Le 21 décembre, le président Klaus refuse de nommer un gouvernement proposé par Mirek Topolanek qui aurait inclus Karel Schwarzenberg comme ministre des Affaires étrangères.

Le 28 décembre, à l'issue de près de sept mois de négociations, trois partis tchèques de centre droit signent un accord sur la formation d'un gouvernement de coalition. Il s'agit du Parti civique démocrate (droite), des chré-

tiens-démocrates (centre) et du parti Vert.

Le gouvernement sera présidé par le Premier ministre libéral Mirek Topolanek, leader de la droite.

VENEZUELA

3 décembre 2006. **Élection présidentielle.** Il y a 28 candidats à l'élection présidentielle vénézuélienne contre 3 en 2000…

Le 1er septembre, le président Chavez avait annoncé l'organisation d'un référendum ouvrant la possibilité pour le chef de l'État de se faire réélire indéfiniment. Il aurait lieu en 2010…La Constitution n'autorise qu'une seule réélection.

Hugo Chavez, 52 ans, au pouvoir depuis le 2 février 1999, est réélu avec 62 % des voix, mais n'atteint pas les 10 millions de voix qui étaient son objectif. Manuel Rosales, 53 ans, gouverneur Action démocratique (social-démocrate) de l'État de Zulia, candidat unique de l'opposition réunissant 44 formations habituellement divisées… obtient 37 %. La participation a été de 75 %.

Le président Chavez veut fédérer au sein du Parti socialiste unifié les 20 partis et mouvements qui appuient le projet bolivarien.

Inscrits	15 417 127	
Votants	11 729 158	(74,75 %)
Nuls	159 377	(1,35 %)
Suffrages exprimés	11 569 781	(98,64 %)

Partis	*votants*	*%*
Hugo Rafael Chavez Friaz, Mouvement Ve République	7 161 637	62,9
Manuel Antonio Rosales Guerrero, Un nouveau Temps	4 196 329	36,9
Luis Reyes	4 793	0,04
Venezuela Da Silva, Nouvel Ordre social	3 960	0,03
Carmelo Romano Perez, Mouvement libéral Peuple uni	3 716	0,03
Alejandro Suarez, Mouvement Sentier national	2 941	0,02
Eudes Vera Tovar, indépendant	2 800	0,02
Carolina Contreras, indépendante	2 155	0,01
Pedro Aranguren, Mouvement Conscience de la paix	2 050	0,01
José Tineo, Parti national Venezuela troisième millénaire	1 498	0,01
Yudith Salazar	1 348	0,01
Angel Irigoyen, Brisons les chaînes	1 309	0,01
Homer Rodriguez, Pour aimer le Venezuela	1 117	0,01
Isabelia Leon, Institution Force et Paix	789	0,01